



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4350 - MARDI 4 OCTOBRE 2022

HYDROCARBURES

Eni va exporter 4,5 milliards m³ de gaz en 2025



Claudio Descalzi

a-t-il indiqué à l'issue d'un échange avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Page 16

CONSOMMATION

Des pistes pour bien nourrir la population

zaville l'exportation par sa filiale congolaise de 4,5 mil-

liards de mètres cubes de gaz à l'horizon 2025.



Une dizaine de jeunes entrepreneurs explore des pistes pour parvenir à mieux nourrir les Congolais. La problématique est au centre de la deuxième édition du café des entrepreneurs, organisée dans la capitale congolaise du 3 au 4 octobre par le Conseil africain des jeunes entrepreneurs

ÉDITORIAL

Boucle énergétique

francophones (Cajef) en partenariat avec le ministère des Petites et moyennes entreprises.

« Nous ne devrons plus être des assistants. Il nous faut nous lancer pleinement dans le développement du Congo en pratiquant une agriculture à grande échelle. Nous lançons un appel à l'endroit des pouvoirs publics afin de faciliter le processus de création des entreprises », a déclaré le président du Cajef, Fabrice Andropov Agnangoye.

Page 5

ENERGIE

en deux phases (2023 et 2025), pour arriver à expor-

ter autour de 4,5 milliards de mètres cubes par an »,

Améliorer le taux d'accès à l'électricité

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, dans un entretien avec « Les Dépêches de Brazzaville », a dévoilé la stratégie du gouvernement destinée à améliorer, dans les prochaines années, la desserte en eau potable et en électricité en milieu urbain et rural. A l'horizon 2030, explique-t-il, la stratégie vise à atteindre un taux d'accès à l'électricité de 50% et de desservir toutes les localités de plus de 5000 habitants en énergie pérenne.





Emile Ouosso

CHAN ALGÉRIE 2023

Le Cameroun et le Niger adversaires du Congo



Les Diables rouges locaux savent désormais à quoi s'en tenir/Adiac

A l'issue du tirage au sort de la 7º édition de la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan), le Congo hérite d'un groupe E jugé équilibré avec comme adversaires le Cameroun et le Niger.

Les Diables rouges, qui participent pour la quatrième à cette compétition, savent désormais à quoi s'en ternir pour espérer faire mieux que lors des deux dernières éditions où ils avaient été débarqués en quarts de finale. Page 15

ÉDITORIAL

Boucle énergétique

a République du Congo, l'Angola et la République démocra-Itique du Congo veulent développer une coopération tripartite en matière d'énergie. A cet effet, leurs experts se sont réunis durant deux jours à Brazzaville, la capitale congolaise, en vue de la faisabilité du projet dénommé « La boucle de l'amitié énergétique ».

L'objectif visé par les trois pays est d'accroître la production et d'améliorer la qualité de l'électricité fournie aux usagers. Une ambition légitime au regard des défis de développement auxquels ils sont confrontés malgré leurs nombreuses potentialités économiques et hydroélectriques.

L'éclosion des activités industrielles est de fait conditionnée par une production énergétique adéquate associée aux lignes de transport et de distribution. Les trois pays d'Afrique centrale sont ainsi appelés à renforcer leur secteur énergétique tout en mettant en place des synergies pour assurer l'interconnexion des réseaux électriques.

Tel est le pari que se sont fixés les dirigeants qui voudraient que la sous-région se dote d'une nouvelle armature énergétique intégrant les centrales, les lignes à très haute tension et la production de l'électricité adaptée aux besoins des industriels et des populations. L'aboutissement de ce projet sera un bel exemple d'entente pour les autres pays.

Mais, il va falloir beaucoup d'engagement et de détermination à la fois de la part des experts et de leur hiérarchie pour arriver à concrétiser ce rêve. Avec à la clé, une bonne coordination, un partage d'expériences et une réunification des écosystèmes nécessaires à la constitution d'un hub énergétique profitable aux économies.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Quelques priorités pour remettre Louingui sur les rails

Réunis autour d'une table ronde le 1er octobre à l'hôtel de la sous-préfecture de Louingui, les filles et fils de cette contrée du département du Pool ont esquissé quelques pistes en vue de sortir leur district de l'ornière.

Placée sur le thème « Quels enjeux stratégiques pour un développement durable? », la conférence économique de Louingui, initiée par le député Elbe Biscay Bidié, a débouché sur une série de recommandations. En effet, la rencontre a été dominée par trois exposés qui ont porté respectivement sur l'économie et les infrastructures, l'éducation ainsi que la santé.

Au regard des opportunités agropastorales dont regorge cette sous-préfecture, les participants ont recommandé le lancement d'une campagne de recensement des agriculteurs afin de se doter d'une base de données fiable et actualisée pour mieux les accompagner. Ils ont aussi demandé la mise en place d'une unité de coordination de tous les projets en cours dans la sous-préfecture; la valorisation des métiers agricoles en réfléchissant sur les mécanismes garantissant la sécurité sociale des paysans ; la création des structures de formation dans les métiers ruraux.

La conférence de Louingui a également suggéré la nécessité de susciter l'adhésion des jeunes natifs formés dans les métiers agricoles pour s'installer dans les villages ; faire un plaidoyer pour arrêter les tracasseries de la force publique sur les transporteurs ; relancer l'observatoire de l'agriculture de Louingui et la station piscicole domaniale de Molenda.

Sur le plan commercial, les participants ont souhaité la création d'un établissement de microfinance local financé par la population et les cadres locaux; l'appui aux transformateurs des produits agricoles ; à l'unité de transformation de l'aliment de bétail de Kiazi ; la promotion de l'entrepreneuriat au niveau local. L'un des soucis majeurs de la population étant la dégradation des routes, il est suggéré la descente des missions de reconnaissance pour évaluer leur état physique afin de déterminer les travaux d'urgence pour un éventuel désenclavement.



Le présidium/Adiac

compétentes afin de regarder comment ces recommandations peuvent être exploitées au profit des enfants de Louingui qui n'ont fait qu'exprimer leur souhait. Aujourd'hui, il faut reconnaître que le district de Louingui est dépourvu de tout », a rappelé le député de la circonscription électorale unique de Louingui, précisant que l'éducation, la santé et l'aménagement des voies restaient les priorités.

Améliorer les conditions d'études

Concernant l'éducation, des stratégies ou pistes de solutions ont été définies. Il s'agit, entre autres, de doter l'inspection d'un moyen roulant pour assurer l'encadrement de proximité et le contrôle régulier au sein de la circonscription; créer un fonds de prise en charge des enseignants bénévoles et prestataires, pour mieux les gérer tant du point de vue de leur formation que de leur rémunération; créer un centre culturel, une bibliothèque dans la contrée pour combler les insuffisances et/ou les lacunes constatées chez les apprenants et les enseignants ; créer des structures de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, ainsi qu'une structure d'alphabétisation.

Quant à la santé, les participants ont recommandé le développement des deux aires de santé dans le district de Louingui ; la réhabilitation des différents bâtiments des Centres de santé intégré (CSI) et postes de santé. Il s'agira aussi de doter tous les CSI et postes de santé en matériau biomédical ; procéder à un renforcement qualitatif et quantitatif du personnel de santé dans toutes les formations sanitaires, notamment médecins, assistants sanitaires, techniciens de laboratoire, sages-femmes, infirmiers d'Etat, agent technique de santé, aides-soignants.

Pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des recommandations formulées, l'initiateur, Elbe Biscay Bidié, entend créer une organisation non gouvernementale dénommée Action communautaire et mutualité. « Je pense que les réponses ont été apportées, des recommandations formulées, nous en ferons bon usage. Les copies seront déposées à la présidence de la République, à la primature, aux autorités

S'organiser en coopérative

Saluant cette initiative, le président du Conseil départemental du Pool, Michel Mampouya Boboutou, a rappelé que l'objectif de ces assises était de créer une synergie pour le développement intégral de la localité et de mettre sur pied une plateforme d'analyses et d'échanges pour le progrès de Louingui. « Dieu nous a tout donné surtout dans les pays de Boko. Les bonnes terres, vous les avez, nous étions le premier fleuron de la production d'agrume au Congo, aujourd'hui nous sommes presque les derniers. Nous avons connu les affres de la guerre, maintenant nous devons relever le défi », a-t-il souligné.

Présidant les travaux, le parrain de l'événement, le Pr Louis Bakabadio, a rappelé quelques valeurs qui devraient caractériser les filles et fils de Louingui. Il s'agit, entre autres, du travail, de l'effort, de la patience, de l'épargne, de l'investissement et de la solidarité. « Nous pouvons donc maximiser nos chances de réussite avec la mutualisation des moyens. Je pense que cette conférence devrait réfléchir sur les modalités d'organisation de la production et de la commercialisation sous forme de coo*pérative* », a-t-il proposé.

 ${\it Parfait~Wilfried~Douniama}$

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) Site Internet: www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama Assistante: Leslie Kanga Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara

Rewriting: Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion Grand-reporter: Nestor N'Gampoula, Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko Service Politique: Parfait Wilfried Douniama

(chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Ové

Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde: Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakvs

Service Culture et arts: Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO : Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef: Faustin Akono Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaine Eta Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Caisse : Blandine Kapinga

Directeur de l'Agence : Ange Pongault Chef d'agence : Nana Londole Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur: Alain Diasso Économie: Laurent Essolomwa, Société: Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi Culture: Nioni Masela Sports: Martin Envimo Comptabilité et administration : Lukombo

Distribution et vente : Jean Lesly Goga Bureau de Kinshasa: 4 avenue du Port-Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - / Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service) Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle Adjoint à la direction : Christian Balende Rédaction: Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice: Lydie Pongault Secrétariat : Armelle Mounzeo Adjoint à la directrice : Abira Kiobi Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso Personnel et paie Stocks : Arcade Bikondi Caisse principale: Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques: Mildred Moukenga Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho. Svlvie Addhas

Commercial Brazzaville:

Commercial Pointe-Noire: Mélaine Eta Anto Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima Diffusion Brazzaville: Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani Diffusion Pointe-Noire: Bob Sorel Moumbelé

Ngono /Tél.: (+242) 06 895 06 64 TRAVAUX ET PROJETS Directeur: Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur: Emmanuel Mbengué Assistante: Dina Dorcas Tsoumou Directeur adjoint : Guillaume Pigasse Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi Gestion des stocks : Elvy Bombete Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -République du Congo Tél.: (+242) 05 629 1317 eMail: imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE Directrice: Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali Adresse: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice: Lydie Pongault Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi. Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com Siège social: 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél.: (+242) 06 895 06 64 Email: regie@lesdepechesdebrazzaville.fr Président : Jean-Paul Pigasse Directrice générale : Bénédicte de Capèle Secrétaire général : Ange Pongault

N°4350 - Mardi 4 octobre 2022 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE **ÉCONOMIE | 3**

INTERVIEW

Emile Ouosso : « Atteindre un taux d'accès à l'électricité de 50% » à l'horizon 2030

Dans une interview exclusive accordée aux «Dépêches de Brazzaville», le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, revient sur la libération de ces secteurs et décline sa feuille de route, à moyen et long termes, pour garantir une desserte de qualité en eau et en électricité dans les zones urbaine et rurale. Décryptage.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB): Monsieur le ministre, autrefois directeur général président du Conseil d'administration de la Société nationale d'électricité (SNE), actuellement Energie électrique du Congo (E2C), vous présidez aujourd'hui aux destinées du ministère de l'Energie et de l'Hydraulique. Quelles réformes apporterez-vous?

Emile Ouosso (E.O.): La réforme du secteur de l'électricité a connu une deuxième avancée en 2010 avec l'attribution de la licence provisoire de producteur indépendant d'électricité à la société centrale électrique du Congo, chargée de la gestion de la centrale électrique à gaz de Cote Matève, à Pointe-Noire. En effet, un opérateur privé arrivait dans le segment de la production d'électricité. Une autre date à retenir dans la réforme du secteur de l'électricité est l'année 2018, marquée par la restructuration de la SNE, avec sa liquidation et la création de la société E2C en tant que société de gestion du patrimoine. Pour le service public de l'électricité, il était préconisé la mise en concession des centrales hydroélectriques de Moukoukoulou et d'Imboulou, la création d'une société de gestion des infrastructures de transport et la mise en concession de la branche distribution et commercialisation de l'électricité. Dans cette attente, il a été confié à E2C d'assurer à titre transitoire le service public de l'électricité. Ainsi, nous allons faire un point des réformes entamées, et poursuivre l'action du gouvernement pour un service public de l'électricité et de l'eau potable de qualité, en quantités suffisantes et à des coûts accessibles à tous.

L.D.B.: Depuis la fin des années 1990, les villes de Brazzaville et Pointe-Noire connaissent des problèmes récurrents d'eau et d'électricité. Que comptez-vous faire face à ce nouveau challenge pour soulager le calvaire de la population?

E.O.: Dans le secteur de l'électricité, avec la mise en service des cen-

trales d'Imboulou et de Cote Matève en 2010, puis la réhabilitation des infrastructures du réseau de transport et le renforcement des réseaux de distribution de Pointe-Noire et Brazzaville, la fourniture d'électricité avait été améliorée jusqu'en 2017. Depuis, une dégradation de la qualité du service public a été constatée. Dans le secteur de l'eau potable, l'Etat a aussi réalisé d'importants investissements, tels l'extension de l'usine d'eau de Djiri, les potablocs et le renforcement de l'usine d'eau du Djoué, dans le but d'améliorer la disponibilité de l'eau potable en quantité et qualité suffisantes. Après une période d'amélioration, nous sommes retombés dans la détérioration. Mais le gouvernement n'est pas resté passif. Il vous souvient qu'en décembre 2021 et mars 2022, les cadres des sociétés E2C et LCDE, au sein des Comités techniques y relatifs, ont fait un diagnostic des maux qui minent les services publics de l'électricité et de l'eau potable, et des plans d'actions ont été proposés et évalués. Certaines actions ont été entreprises, parfois avec des résultats palpables, voire mitigés. Pour notre part, nous allons nous atteler à la mise en œuvre desdites actions, notamment la mobilisation des ressources financières nécessaires pour chaque secteur.

L.D.B.: Monsieur le ministre, vous prenez le relai d'un ministère qui fait l'objet de grandes attentes de la part des Congolais. Plusieurs projets ont vu le jour dans ce département, à l'instar du projet de renforcement des transformateurs pour une meilleure qualité de l'électricité. Quels résultats palpables?

E.O.: E2C a financé sur fonds propres l'acquisition de trois transformateurs de forte puissance (70 MVA). Le transformateur du poste Djiri a été mis en service en juillet 2022, celui de Tsiélampo a été mis en exploitation en septembre 2022 et celui du poste Mongo Kamba 1 sera mis en service dans les prochaines semaines. La mise en service de ces transformateurs permet aux exploitants d'arrêter avec les délestages

dus à la saturation des transformateurs du réseau de transport. Il faut reconnaître que la situation globale de Pointe-Noire est soutenable, une turbine de la centrale électrique à gaz étant dédiée à l'alimentation d'une grande partie des usagers, indépendamment du réseau de Brazzaville ; qu'avec la mise en service des transformateurs aux postes Djiri et Tsiélampo, la situation de certains quartiers de Brazzaville a été améliorée. Il reste encore des délestages dus à des contingences sur le réseau de distribution et à des insuffisances sur le maillon de la production. E2C avec les partenaires travaillent sur le renforcement des réseaux de distribution, mais aussi sur la réhabilitation des centrales hydroélectriques de Moukoukoulou, Imboulou et Lioues-

L.D.B.: Depuis des années, les habitants des principales villes déplorent l'absence de communication en cas de coupures d'eau et d'électricité. Quel changement apporterez-vous à la tête de ce département, toutefois sous le feu des critiques?

E.O.: L'eau c'est la vie et l'électricité est le pain sinon le levier du développement, c'est donc normal que la question de l'eau potable et de l'électricité soit au centre de préoccupations de toute personne. Généralement, les coupures programmées font l'objet d'une communication par les canaux usuels. La diversification des agences et points de vente est à mettre à l'actif du rapprochement des opérateurs au plus près des usagers. Aujourd'hui, nos deux principaux opérateurs ont installé des numéros verts pour faciliter la communication avec les usagers. La communication est un acte de gouvernance, nous veillerons à ce que les opérateurs travaillent dans le sens de l'amélioration de cette gouvernance.

L.D.B.: Vous ministre, les consommateurs vous attendent aux résultats face aux défauts de facturation, de la qualité de l'eau, parfois impropre à la consommation, la pénurie d'eau, délestage, etc. Quelle sera votre

mission pour venir à bout de ces problèmes ?

 $\boldsymbol{E.O.}$: Nous veillerons à ce que tout opérateur intervenant dans les secteurs de l'eau potable ou de l'électricité dispose d'un contrat de délégation de gestion avec un cahier de charges qui précise les obligations vis-à-vis des usagers. Les organes du ministère ont la mission de veiller à ce que les usagers ne soient pas lésés, ni au niveau de la qualité du produit, ni au niveau du service, ni au niveau de la facturation. Il est bon de rappeler que les agences de régulation qui existent déjà dans les secteurs de l'eau et de l'électricité ont, entre autres, missions de « veiller aux intérêts des consommateurs et assurer la protection de leurs droits pour ce qui est du prix, de la fourniture et de la qualité de l'énergie électrique ».

L.D.B.: Face à la corruption qui gangrène le pays, quelles mesures pour les agents véreux?

E.O.: Il convient de rappeler aux opérateurs actuels et futurs que l'Etat congolais avait adopté la loi n°5-2009 du 22 septembre 2009 sur la corruption, la concussion, la fraude et les infractions assimilées et la loi n°3-2019 du 07/02/2019 créant la Haute autorité de lutte contre la corruption. Il devra exister un règlement de service qui gère les relations entre les opérateurs et les usagers du service public. Ce document est la base de travail des agences de régulation. Les contrevenants seront punis par la loi.

L.D.B.: Quelle est votre feuille de route pour garantir une desserte en eau et en électricité de qualité pour tous, tant en zone urbaine que rurale.

E.O.: L'objectif général de développement du secteur de l'énergie électrique de 2022 est l'approvisionnement de notre pays en électricité en quantité et en qualité suffisantes, à des coûts accessibles à tous, et l'exportation du surplus vers les pays voisins de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Aux termes de sa première période d'exécution (2022-2024), la stratégie se fixe comme



principaux objectifs : améliorer la performance de l'opérateur public chargé du service public de l'électricité, desservir toutes les villes ou communes urbaines en énergie pérenne sans aucune augmentation du coût de cession actuel, sécuriser l'alimentation en électricité des deux grandes villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire, élaborer les contrats de délégation et de performance ainsi que des programmes d'investissements avec tous les opérateurs du secteur et enfin clarifier le cadre d'intervention de la tutelle dans la gestion des sociétés anonymes. A moyen terme (horizon 2026), la stratégie actuelle se propose de créer les conditions d'une alimentation en énergie pérenne de toutes les communautés urbaines et rurales afin d'atteindre un taux d'accès à l'électricité de 90 % dans les communes, d'un renforcement des réseaux régionaux de transport d'électricité autour des bassins hydroélectriques, d'alimentation des zones minières et des Zones économiques spéciales. d'une amélioration de la fiabilité de l'électricité produite et de la continuité de sa fourniture aux ménages et aux industriels. Enfin, à long terme (horizon 2030), la stratégie se donne la possibilité d'atteindre un taux d'accès à l'électricité de 50% dans les communautés urbaines et rurales, de desservir toutes les localités de plus de 5 000 habitants en énergie pérenne, d'alimenter en électricité les localités proches des sites de développement industriel, de réaliser les interconnexions, d'une part, entre les différents bassins hydroélectriques et d'autre part, avec les autres pays membres de la CEEAC. Pour la réussite de cette vision stratégique, il est proposé un plan national d'électrification 2022- 2030, comprenant des projets de réhabilitation/renforcement et des projets de construction, tant pour la production, le transport et la distribution. $Propos\ recueillis\ par\ Josiane$

Mambou Loukoula

MIGRATIONS

Note d'information à l'attention des ressortissants congolais en Turquie

La République de Turquie procède, depuis quelques mois, au contrôle des étrangers en situation irrégulière sur son territoire. Cette opération donne lieu à des interpellations ou détentions ainsi qu'à la reconduite vers les pays d'origine. Parmi les victimes de cette opération figurent des ressortissants de la République du Congo.

Alertée par les intéressés, les services compétents turcs ou des familles depuis le pays, l'ambassade s'est mobilisée pour porter assistance aux compatriotes concernés.

Cependant, et malgré les efforts entrepris, les cas deviennent récurrents, si bien que plusieurs Congolais sont signalés dans des lieux de détention avec pour principaux motifs : l'expiration du visa, de la carte de séjour ou le manque de carte de séjour.

À côté de ces problèmes d'ordre administratif, s'ajoutent d'autres dérives de cité que sont l'escroquerie, l'arnaque, la falsification des documents, l'usage du faux et usurpations d'identité dans lesquelles tombent des candidats au voyage pour la Turquie ou de nouveaux arrivants.

Outre qu'ils ruinent l'image du Congo, ces comportements observés dérangent fortement la quiétude des autorités tant à Ankara qu'à

Afin d'épargner aux Congolais des situations regrettables ou malheureuses, l'ambassade invite les ressortissants congolais en Turquie et les Congolais candidats au voyage pour ce pays à prendre le maximum de dispositions et de renseignements nécessaires liés au séjour, au voyage ou au transit sur le territoire turc.

Pour ce faire, l'ambassade du Congo en Turquie (Ankara), le

ministère des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, voire les services consulaires de l'ambassade de Turquie à Brazzaville sont les institutions indiquées.

Tout en leur garantissant assistance et protection, l'ambassade sait compter sur la compréhension et la collaboration de tous

Ambassade du Congo en Turquie Contact Téléphone : +90 3124465469

Fax: +90 3124467085 Courriel: ambacoturc@yahoo.fr

Ambassade du Congo en Turquie

La SCG-Ré obtient l'autorisation de la Cosumaf

Dans le cadre de son opération d'introduction à la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC), la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) a le plaisir de vous annoncer la délivrance, par la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), du visa relatif à son opération d'émission d'actions nouvelles par Appel public à l'épargne (APE), sous les références Cosumaf-APE-03/22.

L'opération d'un montant de cinq milliards FCFA s'inscrit dans le cadre de son plan stratégique et de développement 2022-2027. Afin d'assurer la mobilisation effective de ce montant sur le marché régional, la SGG-Ré a sollicité les services d'Africa bright securities en tant qu'arrangeur et chef de



file de l'opération.

Le nombre d'actions à émettre sur le marché s'élève à 250 000, pour un prix unitaire de 20 000 FCFA. La période de souscription de l'APE s'étendra du 1er au 30 novembre 2022 et est destinée à toute personne physique ou morale.

Pour rappel, la SCG-Ré, filiale du Fonds gabonais d'investissements stratégiques, est une initiative de l'État gabonais et des sociétés d'assurances du Gabon. Symbole d'un partenariat public-privé entre l'État gabonais et les sociétés d'assurances du Gabon. Elle a pour mission de gérer, au nom et pour le compte de l'État gabonais, la cession légale sur les primes et cotisations des sociétés d'assurances exerçant au Gabon. Elle est également chargée de recevoir les acceptations facultatives en réassurances conventionnelles



Sélection régionale ouverte n° 127/BEAC/SG-DPMG/SNO/Ser/2022 pour la maîtrise d'œuvre en vue de la réhabilitation, en lots indépendants, du patrimoine immobilier de la BEAC au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale

Dans le cadre de la gestion de son patrimoine immobilier, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite recruter un architecte en vue de la réhabilitation de certains de ces Centres. A cet effet, elle invite par le présent avis de sélection, les cabinets qualifiés remplissant les conditions requises, à soumettre leur proposition. Les lots indépendants sont les suivants :

- -lot 1 « Agence de Douala »;
- -lot 2 « Agence de Bafoussam »;
- -lot 3 « Agence de Garoua »;
- -lot 4 « Direction Nationale pour le Gabon et Agence d'Oyem »;
- -lot 5 « Direction Nationale pour la Guinée Equatoriale ».

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/ CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la sélection sur la base de la qualité technique et du coût de la proposition.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information et consulter le dossier de sélection rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Services Centraux, Direction Générale de l'exploitation, CGAM, 14ème étage, Porte 14.12

736: Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN 60 40 23 222 (+237); 30 40 23 222 (+237): Postes 5452, 5431, 5412 ou 5403

29 33 23 222 (+237):

@:cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée

par le paiement de la somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA par lot. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

Les entreprises, s'étant acquittées des frais de soumission, sont tenues d'effectuer une visite de site.

Les soumissions conformes au règlement particulier de la sélection devront être déposées, sous pli fermé, à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 27 octobre 2022 à 12 heures précises (heure de Yaoundé).

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Services Centraux, Bureau d'Ordre, 15ème étage, porte 15.01 736 : Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - CAMEROUN

Les propositions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en deux phases. Les plis administratifs et techniques seront ouverts le jeudi 27 octobre 2022 à 13 heures aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers seront ouverts pour les propositions jugées conformes, à une date qui sera communiquée ultérieurement.

Les séances d'ouverture se tiendront par visioconférence en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le

Le Président de la Commission,

ACTIVITÉS PORTUAIRES

Le Congo dément l'implantation de Wagner au port de Pointe-Noire

La République du Congo a précisé dans un communiqué datant du 2 octobre 2022 que la société paramilitaire russe Wagner n'est pas implantée au port de Pointe-Noire comme il est affirmé dans un article publié par le journal en ligne «Africa intelligence» dans son édition du 18 septembre 2022.

COMMUNIQUE

Dans son édition du 18 septembre 2022, le périodique en ligne cc Africa Intelligence)) a publié un article intitulé :cc Washington et Paris sur la piste congolaise de Wagner)). Cet article évoque cc l'hypothèse d'une implantation de la société paramilitaire Wagner sur le port de Pointe-Noire))' en République du Congo.

L'article déduit cette pseudo hypothèse de l'audience accordée par Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat, au ministre russe des affaires étrangères, M. Serguei LAVROV le 25 juillet dernier.

Entrant dans de nombreux détails anecdotiques ou fantaisistes sur le déroulement présumé de ladite rencontre, comme pour renforcer l'idée de l'exactitude de ses affirmations, cc Africa Intelligence)) indique que cc très vite, un autre sujet s'invite dans la discussion : l'accès au port de Pointe-Noire au bénéfice d'éléments russes))' doléance qui concernerait en réalité cc la société paramilitaire russe)) Wagner. Cet article conclut que le Chef de l'Etat congolais aurait cc consenti au moins oralement)) à cette requête.

La République du Congo dément avec la plus grande fermeté qu'un tel sujet ait été abordé par les deux hommes d'Etat lors de l'entrevue précitée ou, plus généralement, avec les autorités de la Fédération de Russie en quelque autre occasion.

Depuis la fermeture, en juillet 1964, de la dernière base militaire française qui subsistait dans notre pays, avatar de la période coloniale, la République du Congo n'a jamais accepté l'installation sur son territoire de structures militaires

étrangères, dont la seule présence serait une atteinte aux principes de souveraineté auxquels sont de tout temps attachés nos compatriotes.

La République du Congo, même naviguant naguère dans les eaux tumultueuses de la guerre froide et battant pavillon de l'idéologie marxiste-léniniste, n'a jamais accepté l'installation, sur son territoire, de bases militaires étrangères, notamment soviétiques.

Il sied de souligner que la République du Congo observe scrupuleusement le principe d'une coopération militaire d'Etat à Etat, notamment avec plusieurs pays sur la base des accords et conventions en vigueur. Le suivi de leur exécution est l'une des missions des attachés de défense régulièrement accrédités.

Comme on le voit, l'article incriminé participe essentiellement des manœuvres de déstabilisation dont le modus operandi demeure bien

Une telle démarche ne saurait détourner le Peuple congolais de son engagement irréversible dans le processus de consolidation de la Paix, en vue du développement économique et social du pays.

Cette position de principe demeure intangible et ne saurait être remise en cause au profit d'une société privée dont les prestations et les intérêts n'auraient, compte tenu de leur objet apparent, aucune utilité pour la République du Congo et pour le bien-être de nos com-

La République du Congo se réserve d'ailleurs la possibilité de contester de telles affirmations par les voies de droit qui lui sont ouvertes.



DEUXIÈME ÉDITION DU CAFÉ DES ENTREPRENEURS

Les participants échangent sur la cherté des denrées alimentaires

Des dizaines de jeunes entrepreneurs congolais se sont donné rendez-vous à la deuxième édition « du café des entrepreneurs », afin de discuter sur les potentialités du secteur agricole ainsi que sur les palliatifs concernant l'augmentation des prix des denrées sur le marché.

Organisé du 3 au 4 octobre à Brazzaville par le Conseil africain des jeunes entrepreneurs francophone(-Cajef), en partenariat avec le ministère des Petites et Moyennes entreprises, « le café des entrepreneurs» se déroule sur le « Comment nourrir le Congo? ».

Ce moment de partage d'expériences, de formation et de réseautage rassemble, à la préfecture de Brazzaville, les décideurs publics et privés ainsi que les entrepreneurs afin de réfléchir sur les questions liées à la structuration et l'expansion des entreprises, en général, et de la vulgarisation de l'entrepreneuriat agricole, en particulier. Selon le président Fabrice Andropov Agnangoye, le café des entrepreneurs est une manière de former et informer les jeunes sur les objectifs et la vision



Une vue des participants/Adiac

du Cajef. « Il est temps que les entrepreneurs apprennent que le moment est arrivé. Nous ne devrons plus passer du temps à assister mais, il faut se lancer et contribuer pleinement au développement du Congo, en pratiquant une agriculture à grande échelle. Nous lançons aussi un appel à l'endroit des pouvoirs publics afin de faciliter le processus de création d'une entre*prise* », a-t-il déclaré.

L'un des participants à cette deuxième édition, le promoteur de la plateforme

Digital Networker, Berry Mayembo, a indiqué que les jeunes devraient profiter de ce grand moment de partage afin de bien peaufiner leur projet et développer l'aspect relationnel.

Plusieurs sous-thèmes sont développés dans ces assises, notamment l'approche du Cajef sur «Comment nourrir le Congo ?», « Le communautarisme économique en agriculture», «La culture entrepreneuriale», «L'élevage», «Comment monter un projet?, «Le leadership entrepreneurial» et autres.

RudeNgoma

SECTEUR PRIVÉ

La SAR lance le recensement des opérateurs économiques

La Société africaine de recouvrement (SAR), mandatée par la chambre de commerce de Brazzaville, a procédé, le 3 octobre, au lancement du recensement et recouvrement des opérateurs économiques en vue de les enregistrer dans une base de données numérisée et actualisée.



Les agents chargés du recensement et recouvrement/ Adiac

sinon la mise en œuvre de la convention signée en août dernier entre la chambre consulaire et la SAR visant à améliorer la dynamique du secteur privé national et à apporter l'assistance aux opérateurs économiques. Nous mettons les agents sur le terrain pour l'activité du recensement mais aussi du recouvrement », a indiqué le responsable marketing et communication de la société SAR, Francis Kandza.

L'opération sur le terrain consiste à recenser et identifier physiquement des opérateurs économiques de la place, représentant la compétence territoriale de la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville. Habillés de façon distinctive, en gilet orange et vert et équipés de badge, les agents recenseurs passeront dans les zones retenues afin d'accomplir la tâche pour laquelle ils ont été mandatés.

Pour ce qui est de Brazzaville, trois zones sont concernées pour cette opération, notamment la zone Nord, Sud et Centre. S'agissant de la zone Nord, elle regroupe les quartiers Talangaï et Djiri ; la zone Sud, quant à elle, regroupe les quartiers Madibu, Makélékélé, Bacongo et Mfilou. Enfin, les quartiers Moungali, Poto-Poto et Ouenzé, pour leur part, se trouvent dans la zone Centre. « Ce sont deux équipes de 15 -15 qui constituent la première vague que nous mettons sur le terrain. Vous constaterez qu'il y aura plus d'agents dans la zone Centre car c'est là que les activités sont le plus concentre Ce travail de recensement nous permettra d'actualiser notre base de données. Toutes les dispositions ont été prises pour l'accompagnement, l'assistance des acteurs économiques, ce, sur le plan fiscal, comptable, juridique... », a expliqué Francis Kandza.

Selon lui, cette opération va s'étendre dans le département du Pool (Kinkala) et celui de la Cuvette (Owando) dans le but de couvrir tout le territoire.

Il faut noter que l'opération de recensement qu'effectue la SAR permettra de redynamiser la Chambre de commerce de Brazzaville pour mieux assurer la collecte des cotisations des membres de ladite chambre consulaire.

Gloria Imelda Lossele



C'EST LA SEMAINE DU SERVICE À LA CLIENTÈLE COMME TOUTES LES SEMAINES DE L'ANNÉE!

Chère cliente/Cher client,

Cette semaine, Ecobank met à l'honneur le service à la clientèle.

La confiance et le soutien que vous nous accordez nous stimulent de bien des façons. Nous sommes fiers de célébrer la confiance que vous placez dans nos produits et services, ainsi que l'utilisation que vous en faites à tous nos points de contact. Nous sommes très satisfaits que vous recommandiez notre Banque autour de vous et sommes ravis de vous servir.

À Ecobank, la Semaine du service à la clientèle est un événement particulier car elle nous permet de faire honneur à notre raison d'être :

« le service ». Mais, plus encore, c'est l'occasion de vous remercier de votre fidélité et de votre dévouement à notre Banque.

Cette année, la Semaine du service à la clientèle a pour thème "Célébrer le service". Ce thème nous tient vraiment à cœur, car nous sommes convaincus que le service change la donne. C'est pourquoi nous investissons constamment dans notre technologie et dotons notre personnel des compétences et des ressources nécessaires pour vous apporter les solutions dont vous avez besoin ainsi qu'une expérience bancaire de premier ordre.

En tant que partenaire financier privilégié, nous sommes toujours heureux d'être à votre écoute et nous nous engageons à vous proposer des produits et services sur mesure, adaptés à votre mode de vie et à vos aspirations.

Nous poursuivrons sans relâche nos efforts pour rendre les services financiers facilement accessibles à des millions de personnes et de familles. Nous continuerons également à évoluer avec vous et à innover afin que vos opérations bancaires soient une expérience encore plus satisfaisante.

Merci de votre fidélité et de nous donner une bonne raison de vous célébrer. Nous nous réjouissons de vous servir durant les nombreuses années à venir.

Nous vous souhaitons une bonne Semaine du service à la clientèle!



N°4350 - Mardi 4 octobre 2022 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE SOCIÉTÉ 7

RENTRÉE SCOLAIRE

La communauté éducative mobilisée pour donner des compétences aux élèves

« Les enseignants, bénévoles, prestataires et partenaires, nous sommes mobilisés pour donner les compétences et la chance de réussir aux élèves », a déclaré le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, le 3 octobre, jour de la rentrée des classes pour l'année scolaire 2022-2023.



La rentrée scolaire a été effective le 3 octobre /Adia

Le ministre a souligné que les défis à relever sont énormes : réaménagement des curricula, digitalisation des méthodes d'apprentissage... Il a, par ailleurs, rendu un hommage aux enseignants qui, malgré les conditions de travail parfois difficiles, sont toujours présents pour accomplir leurs missions. Aux élèves, Jean-Luc Mouthou a rappelé que le chemin de la réussite est celui de l'école. Au nom des élèves de l'école de Moukoundzi-Ngouaka, où le ministre a effectué sa descente pour constater l'effectivité de la rentrée, Ruth Bassanga, élève de CM2, a salué les efforts des pouvoirs publics pour rénover cet établissement scolaire. « Les conditions d'apprentissage sont améliorées, nous vous remercions », a-t-elle indiqué. Il convient de rappeler que pour cette année scolaire qui vient de commencer, les programmes réaménagés vont entrer en vigueur. Les niveaux de CP1 et CP2 pour le cycle primaire, la 6e et la 5e pour le collège sont concernés. Ce sont les contenus de mathématiques, de français, de sciences de la vie et de la terre qui ont été réaménagés. Les programmes de 4e et 3e connaîtront des modifications à partir de l'année scolaire prochaine.

Rominique Makaya

L'association Hope Congo au chevet des élèves de Soumouna et de Voula

« Votre place, c'est à l'école. Vous devez étudier aujourd'hui pour assurer la relève demain », a indiqué le coordonnateur de l'association Hope Congo, Gyldas Mayela, en remettant des kits scolaires aux élèves de l'école primaire de Soumouna, dans le département du Pool, le 1er octobre, soit deux jours avant la rentrée des classes.

Le message et le geste ont été les mêmes à Voula, un village situé à quelques encablures de Soumouna, avec le soutien de la Fondation Burotop-Iris. L'élan de générosité de l'association Hope Congo a soulagé les parents d'élèves qui n'ont rien déboursé pour la préparation de la rentrée scolaire de leurs enfants. « Les temps sont durs. Certains d'entre nous, parents d'élèves, ne savions pas à quel saint se vouer quant à la préparation de la rentrée scolaire de nos enfants. Le don de cette association est un soulagement », a fait sa-

voir Victorine Batantou, une habitante de Soumouna ayant deux enfants inscrits dans cet établissement scolaire, bénéficiaires des kits.

Il convient de rappeler que dans ces villages du Pool, l'association Hope Congo n'est pas à son premier coup d'essai. Avec l'appui de ses partenaires, notamment la



Remise des kits scolaires aux élèves de Voula et Soumouna/Adiac

Fondation Burotop Iris, cette association avait réhabilité, il y a deux ans, les deux écoles primaires de ces deux localités afin que les enfants qui y vivent ne soient pas des laissés-pour-compte en matière d'éducation et ne puissent pas continuer à parcourir de longues distances pour

étudier. Etant donné que les élèves ne peuvent aller à l'école s'ils ne sont pas en bonne santé, en juin 2021, l'association Hope Congo mettait à la disposition du Centre de santé de Soumouna un lot de médicaments et d'équipements médicotechnique.

R.M.

Une double évaluation pour les élèves de l'enseignement technique et professionnel

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a annoncé, le 3 octobre à Brazzaville, la double évaluation des élèves à compter de cette année scolaire 2022-2023, afin d'apprécier leurs compétences accumulées et acquises le long de la formation.

Ghislain Thierry Maguessa Ebomé a fait l'annonce lors de sa visite dans les établissements scolaires de Brazzaville, pour se rendre compte de l'effectivité de la rentrée des classes. La double évaluation annoncée se situe au niveau pédagogique et en entreprise pour qu'au sortir des lycées techniques et professionnels, les bacheliers aient la capacité et la possibilité d'intégrer le monde du travail.

« Nous avons constaté que les évaluations classiques ne prennent pas en ligne de compte l'accumulation de la formation au lycée ou dans les collèges d'enseignement professionnel », a déclaré Ghislain Thierry Maguessa Ebomé.

Sa visite en compagnie des partenaires a été effectuée au lycée technique industriel 1er



Des élèves de terminale G2 au lycée technique industriel/Adiac

mai et au lycée commercial avant de laisser son directeur de cabinet continuer la descente des lycées d'enseignement professionnel agricole Amilcar-Cabral et 5-février. Le constat sur le terrain a montré la présence massive de l'équipe pédagogique et du

corps enseignant. Quant aux

élèves, l'absentéisme a été remarquée au lycée commercial où la classe de terminale G2 a attiré l'attention du ministre. A cet effet, il a exhorté les élèves à la préparation de l'examen dès le premier jour de la rentrée scolaire. « Nous lançons un appel à tous ceux qui n'ont pas fait

le mouvement vers l'école ce matin de retrouver dès demain leur salle de classe car c'est ici leur avenir », a-t-il martelé. A l'endroit du personnel enseignant et administratif, le ministre les a invités à plus de responsabilité.

Au lycée d'enseignement professionnel agricole Amil-

car-Cabral, les élèves de la terminale R4 ont renoué avec les classes avec le cours de gestion des parcs, des tracteurs et engins agricoles. L'enseignant, Gildas Arnaud Nsangolo, a souligné à cette occasion l'importance du cours qui consiste à former les apprenants à devenir les gestionnaires de ces engins dans le domaine agricole. Selon lui, l'agriculture occupe une place de choix actuellement. A cet effet, on ne peut parler de la mécanisation sans les machines agricoles et les techniciens formés.

Interrogé sur des innovations qui intègrent la mise en œuvre de l'approche par compétence, Gildas Arnaud Nsangolo s'est dit optimiste à faire comprendre aux élèves ces innovations pour les amener à l'adaptation.

Lydie Gisèl e Oko



NECROLOGIQUE



Très touchés par le décès survenu le samedi 1^{er} octobre 2022 à Brazzaville, de **Mme Stella Michaëlle Kikouta**, chef de service Caisse à la direction de la Banque de détail (DBD) à Brazzaville.

La Direction générale et l'ensemble du personnel de BGFIBank Congo présentent à toute la famille éprouvée, leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde compassion en cette douloureuse épreuve.







NÉCROLOGIE

Les enfants Ottino, Guillaume, Pascale, Fanny, Arnold, Kevin, Princillia, Victor ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Pascal Ottino «Le Grand», survenu le 25 septembre 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 15 de la rue Bayas à Poto-Poto. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



La grande famille de Conseimmo Etude S.I collborateur des Dépêches de Brazzaville, Julie Ntangou, (Princilia, Bob et Lolo) Kikouta ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur soeur Stella Kikouta, agent de la BGFIBank, survenu le 1er octobre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°54 de la rue Jolie à Bacongo.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.





SAISISSEZ LE LIEN

OU



N°4350 - Mardi 4 octobre 2022 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE ANNONCES | 9



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Président de la République du Congo Denis Sassou Nguesso rencontre le PDG du Groupe Eni Claudio Descalzi

Brazzaville (République du Congo), 1er octobre 2022 - Le Président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a rencontré aujourd'hui le PDG du Groupe Eni, Claudio Descalzi, à Brazzaville, pour discuter les principales activités commerciales de la Société dans le pays, ainsi que d'autres initiatives innovantes, en ligne avec l'engagement de l'entreprise pour une transition énergétique juste. Le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, a également assisté à la réunion.

M. Sassou Nguesso et M. Descalzi ont mis l'accent sur les progrès accomplis vers la valorisation et commercialisation des ressources gazières du pays, ce qui permettra d'exporter environ 1 milliard de mètres cubes de gaz à l'hiver 2023-2024 et jusqu'à 4,5 milliards par an à partir de l'hiver 2024-2025 grâce à l'utilisation d'installations flottantes de GNL.

Le Président Directeur Général a ensuite évoqué les initiatives dans le domaine de l'agro-business lancées au Congo, basées sur la culture du ricin et d'autres graines oléagineuses pour le bio-raffinage. L'initiative s'appuie sur les terres abandonnées ou dégradées, afin d'éviter de concurrencer la chaîne alimentaire. Le démarrage du premier agri-hub pour la production d'huiles végétales est prévue pour 2023, avec une capacité de 30.000 tonnes/an, réalisant ainsi 170.000 tonnes/an en 2026 et 200.000 tonnes/an d'ici 2030, offrant des avantages économiques et développements sociaux pour les communautés rurales. Les impacts attendus comprennent la génération de revenus pour plus de 5.000 ménages en 2023, pour atteindre 100.000 en 2030.

Des études sont également en cours pour mettre en place des projets de Natural Climate Solutions en foresterie, en synergie avec des initiatives de matières premières agricoles. Ceux-ci généreront des crédits carbones et des impacts sociaux et économiques positifs pour les communautés locales tout en favorisant la conservation de la biodiversité.

Les parties ont également fait le point sur le projet à venir de distribution de foyers améliorés, pour remplacer les appareils à biomasse tradition-

nels, réduisant considérablement l'impact sur les forêts et permettant de générer des crédits carbones. Les entreprises locales seront impliquées dans la fabrication de foyers à haut rendement, favorisant ainsi l'entreprenariat local et assurant le développement économique.

Enfin, les parties ont discuté des principaux projets contribuant à la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, y compris le projet intégré de Hinda, qui fournit l'accès à l'eau, aux soins médicaux et à l'éducation à quelques 25.000 bénéficiaires. Un nouveau projet fournira un appui aux écoles techniques et professionnelles des départements de Pointe Noire et du Plateau pour améliorer la formation, dans le but de favoriser la création d'emplois pour les jeunes.

Eni est présent au Congo depuis plus de 50 ans. À ce jour, c'est la seule entreprise qui s'est engagée à développer les vastes ressources gazières du pays. Elle fournit également du gaz à la Centrale Electrique du Congo (CEC), qui assure 70% de la production d'électricité du pays.

Contacts de l'entreprise:

Press office: Tel +39.0252031875 – +39.0659822030 Shareholders' freephone number (from Italy): 800940924 Shareholders' freephone number (from abroad): +80011223456 Switchboard: +39.0659821 ufficio.stampa@eni.com segreteriasocietaria.azionisti@eni.com investor.relations@eni.com

Website: http://www.eni.com/
Congo subsidiary: Communication Externe de Eni Congo

Tel: +242 05-314-01-65/+242 05-800-61-10
Email: Communication.Externe.enicongo@eni.com



Ecoute - Qualité - Client Tél.: 81 88 Email : eqccongo@bgfi.com www.groupebgflbank.com



ARRONDISSEMENT 9 DJIRI

Des jeunes filles invitées à un comportement sain

La Fondation « Dorcy-Bandzami » a exhorté, le 29 septembre à Brazzaville, les jeunes filles à se rendre compte des vertus qu'elles possèdent pour transformer la société, lors d'un séminaire de formation donné gratuitement sur le thème « Revenons à nos valeurs », tenu dans le neuvième arrondissement Djiri.

L'objectif du séminaire était de ramener les jeunes à adopter un comportement sain, en vue de respecter les valeurs de la société. Il s'inscrivait dans le cadre de la deuxième édition dénommée « Ecole de la jeune fille », organisée par Dorcy Bandzami, responsable de la Fondation éponyme, également entrepreneure et artiste musicienne de gospel, basée à Dakar, au Sénégal.

L'échange a eu lieu du 27 au 29 septembre avec les jeunes filles venues de différents coins de la ville capitale. L'accès à la formation a été partagé par les réseaux sociaux, de bouche à oreille ainsi que par des affiches publicitaires. A cet effet, le lieu de la formation a été pris d'assaut dès le premier jour par les jeunes filles et garçons, de l'école primaire à l'Université, manifestant l'enthousiasme de discuter dans divers domaines de la vie : l'éthique, la santé de la reproduction, l'hygiène, la gastronomie, les us et coutumes, le vestimentaire de la jeune fille, la tolérance, l'entrepreneuriat ainsi que sur le plan religieux avec un échange sur



l'obéissance à la parole de Dieu. Les discussions se sont déroulées dans une ambiance remarquable avec un feed-back entre les orateurs et les apprenants.

Dorcy Bandzami a utilisé la métaphore dans sa communication en comparant la jeune fille à un palmier qui regorge des vertus. Elle a démontré à cette couche juvénile sa participation au développement d'un pays à travers les talents qu'elle possède, mettant un accent particulier sur le respect des us et coutumes en partageant à ces derniers l'expérience du Sénégal vis-à-vis des aînés.

Le conférencier, Dieudonné Lekaka, et les autres orateurs ont renchéri sur l'image d'un ambassadeur dans un pays. Selon eux, les jeunes filles sont des diplomates, tenus à certaines obliagations, qui représentent leur pays à l'extérieur. Par ailleurs, ils ont encouragé les jeunes à aimer les études, à se préserver contre les actes d'antivaleur en adoptant un comportement respectable dans leur vie quotidienne.

Quant à l'anthropologue Claver Lebouka, il a martelé sur la civiLes apprenants pendant la formation/Adiac lisation et la culture africaines. Selon lui, les jeunes filles doivent se donner les moyens pour entreprendre afin de vivre pleinement leur autonomie.

Au terme de la cérémonie, Chadrack Egnali, étudiant à la Faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi, n'a pas caché sa satisfaction d'avoir participé à cette rencontre. « Aujourd'hui, avec cette formation, ma conception vis-à-vis de cette créature a été modifiée. Je reconnais leur valeur que parfois les hommes n'en possèdent

pas », a-t-il dit, ajoutant: « J'ai été longtemps ignorant envers la femme qui m'a même donné la vie ».

Miriame Yoka, élève en classe de seconde au lycée Thomas-Sankara, de son côté, a souligné les nouvelles méthodes d'hygiène corporelle de la femme. Selon elle, les connaissances reçues sur les vertus ont été bénéfiques. « Au sortir de cette formation, je ne suis plus la même car avant, je me considérais en infériorité vis-à vis des garçons. Maintenant, je peux tout exercer dans n'importe quel secteur », a-t-elle promis.

Notons que la fondation a remis un don de fournitures scolaires dans un orphelinat de la ville, composé de cahiers, gommes, stylos à bille, crayons, règles, taille-crayons, etc.

La Fondation Dorcy-Bandzami a été créée en 2020, à Dakar, au Sénégal. Sa mission est d'apporter son assistance aux personnes éprouvant le besoin ainsi que d'encadrer les jeunes filles dans divers domaines.

Lydie Gisèle Oko

MOZAMBIQUE

L'accord antiterroriste Maputo-Dodoma se révèle bénéfique sur plusieurs plans

Au moment où les attaques djihadistes sporadiques se poursuivent dans le nord du pays malgré une relative accalmie enregistrée ces derniers mois, les dirigeants mozambicains et tanzaniens vont dorénavant conjuguer leurs efforts pour combattre les violences le long de la frontière commune de leurs Etats. Les deux parties entendent y parvenir grâce à la signature, le mois dernier, d'un accord de défense et de sécurité visant à lutter contre le terrorisme et la criminalité dans leurs territoires respectifs : un texte qui augure un impact remarquable sur le plan socio-économique, selon des analystes, dans les capitales mozambicaine et tanzanienne.

Même si jusqu'à ce jour aucun détail n'a été divulgué sur la teneur des accords signés à Maputo par la présidente tanzanienne, Samia Suluhu Hassan, et son homologue mozambicain, Filipe Nyusi, des observateurs s'accordent à dire que ce socle va permettre de contenir les violences décriées dans la zone touchée. Ce qui s'avérera nécessaire quand on sait qu'une insurrection meurtrière a éclaté dans le nord du Mozambique, près de la frontière tanzanienne, il y a cinq ans, causant des milliers de morts, entraînant le déplacement de centaines de milliers de personnes et arrêtant des projets d'exploitation de gaz naturel dont celui de la société TotalEnergies.

Plus d'un an après le déploiement de milliers de soldats de plusieurs pays africains pour pacifier la région, la vie revient, certes, « progressivement à la normale », mais les autorités n'entendent pas pour l'instant baisser la garde.

Elles espèrent, en outre, une reprise de l'activité sur les futurs sites de production de gaz naturel dans le nord-est du pays. Il s'agit notamment des sites abritant le projet de TotalEnergies et ceux du bassin de Rovuma, où un projet à l'arrêt est dirigé par l'Américain ExxonMobil; et un autre conduit par l'Italien Eni qui a maintenu son objectif de production à partir de ce semestre.

Une attaque d'ampleur en 2021, dans la ville côtière de Palma, avait contraint le géant français TotalEnergies à suspendre son projet d'un montant de 16,5 milliards d'euros. Malgré cela, le président mozambicain assure que tout sera fait pour que ce projet et d'autres suscités deviennent opérationnels dans les meilleurs délais. « Nous aurons des réunions plus spécifiques avec les opérateurs, pour discuter des autres mesures de soutien nécessaires au maintien de la sécurité »,

a-t-il déclaré.

La solution à la crise énergétique mondiale passe par l'exploitation du gaz mozambicain « Nous considérons pertinent d'envisager la possibilité de reprendre le développement des travaux de construction », a ajouté Filipe Nyusi qui réitérait les propos tenus le mois dernier à Maputo, lors d'un sommet sur le gaz et l'énergie. Le chef de l'Etat a assuré que la situation sécuritaire est désormais « plus stable » dans son pays.

stable » dans son pays.

Malgré le souhait des autorités mozambicaines sur la reprise des activités de TotalEnergies, la société affirme que sa position sur son projet gazier reste inchangée à ce stade. « Le chantier reprendra une fois les conditions de sécurité et de sûreté rétablies durablement dans la région », avance-t-on. Ce qui n'empêche pas les dirigeants mozambicains d'être optimistes grâce au soutien multiforme des partenaires du pays dont

l'Union européenne (UE) et le Portugal. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et le Premier ministre portugais, Antonio Costa, ont séjourné récemment au Mozambique pour redire leur appui à Maputo.

S'agissant de l'UE, son chef de la diplomatie a réaffirmé le soutien de l'organisation au Mozambique en annonçant une nouvelle aide militaire pour aider le pays face au « terrorisme ». Il a indiqué que Bruxelles a déjà approuvé une aide militaire supplémentaire de 15 millions d'euros pour soutenir le pays dans l'instable province du Cabo Delgado, régulièrement ensanglantée par des attaques attribuées aux djihadistes ainsi que des régions voisines. « Ces fonds permettront de fournir à Maputo des équipements et véhicules notamment, et s'ajoutent aux 89 millions d'euros déjà prévus pour soutenir les forces armées mozambicaines », a-t-il précisé

dans un communiqué.

Quant au Portugal qui estime que la relation avec son ancienne colonie « est stratégique et prioritaire » pour Lisbone, ses autorités présagent que le Mozambique, qui pourrait commencer à exporter du gaz naturel, contribuerait inévitablement à « la solution de la crise énergétique mondiale ». Maputo devrait utiliser le Port de Sines, situé sur la côte sud-ouest du Portugal, « comme porte d'entrée en Europe ».

Notons aussi que la Banque mondiale a accordé 300 millions de dollars au Mozambique. Ces fonds sous la forme d'un don seront affectés à des projets d'infrastructures destinés à soutenir l'économie et améliorer les conditions de vie de la population. Tout cela ne peut se réaliser que si la paix est raffermie à travers le pays grâce, entre autres, à l'accord antiterroriste conclu avec la Tanzanie.

Ne stor N' Gampoula

COUP D'ETAT AU BURKINA

La France dément son implication

Après le coup d'Etat du capitaine Ibrahim Traoré, le 30 septembre, contre le président de la transition burkinabè, Paul-Henri Sandaogo Damida, lui-même arrivé au pouvoir par les armes en janvier dernier, les manifestants se sont attaqués à deux édifices français: l'ambassade et l'institut français de la recherche. Paris dément toute implication et condamne les attaques.

Des militaires qui venaient de prendre le pouvoir au Burkina Faso accusaient la France d'aider le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damida, renversé le 30 septembre. Le Quai d'Orsay a démenti l'implication de la France et a condamné l'attaque et l'incendie de son ambassade à Ouagadougou et de l'Institut français de recherche à Bobo-Diaoulasso, à l'ouest du pays, pris pour cible par des manifestants. La porte-parole, Anne-Marie Legendre, a déploré et condamné « avec la plus grande fermeté » ces violences. Ces attaques « sont le fait de manifestants hostiles, manipulés par une campagne de désinformation à notre encontre », a-t-elle estimé, appelant à assurer la sécurité des édifices diplomatiques, conformément aux conventions internationales.

Paris n'a pas d'intérêts mais des précédents qui l'accablent

Michel Galy, professeur de géopolitique, a estimé que la France n'a pas d'intérêt à défendre au Burkina Faso. Il a situé les attaques des manifestants notamment dans une perte d'influence, voire une hostilité, aggravée par les réseaux sociaux et « un certain nombre de maladresses des dirigeants français ». Il a vu, en ce coup d'Etat, une dimension intérieure et une dimension internationale entre deux factions de l'armée burkinabé. L'une s'organisait autour de l'ancien président, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, et l'autre soutenait le nouvel homme fort, le capitaine Ibrahim Traoré. Des accusations « un peu comme au Mali, d'ingérence de la part de l'armée française du fait de l'existence d'une base militaire française appelée l'opération Sabre de lutte antijihadiste », a relevai-t-il.

Mais Michel Galy indiquait quelques précédents. Par exemple, lors de la chute de Blaise Compaoré, les armées française et ivoirienne avaient exfiltrer ce dernier pour échapper à la vindicte populaire et à un procès. Et au Tchad, « lors de la mort du maréchal Idriss Déby, le président Emmanuel Macron va se précipiter avec son ministre des Affaires étrangères pour organiser la succession ». Il a rappellé que la France n'a pas d'intérêt autour des minerais ou des ressources pétrolières, mais un intérêt géopolitique pour contenir, voire faire régresser, les attaques jihadistes. Concernant les rumeurs peu crédibles, selon lui, elles reviendraient aux réseaux sociaux. Il a souligné également « la gouvernance à distance », citant l'époque du président Hollande, où la France avait fixé la date des élections au Mali. « Dans toute la région du Sahel, la force Serval puis la force Barkhane françaises étaient en quelque sorte dans une situation d'extraterritorialité au-dessus des États et des armées nationales. C'est une situation qui est très difficile à vivre pour la population et les classes politiques et qui ne pouvait pas durer

très longtemps », a dit le Pr Michel Galv.

La bataille d'influence entre la France et la Russie

Les militaires putschistes ont invoqué le choix d'un nouvel allié pour justifier leur coup d'Etat, accusant Paris d'aider le lieutenant-colonel Damida à se rétablir au pouvoir, avant de revenir sur leurs propos. « Je sais que la France ne peut pas s'ingérer directement dans nos affaires. Si on a d'autres partenaires aujourd'hui, qui peuvent nous soutenir, ne voyez pas forcément la Russie. Les Américains sont nos partenaires actuellement. on peut avoir aussi la Russie comme partenaire, donc il ne s'agit pas de la France ou d'un problème de Russie et de Wagner », a expliqué un sous-lieutenant, lisant une déclaration du nouveau président, le capitaine Ibrahim Traoré.

Dans un message écrit diffusé sur la page Facebook de la présidence burkinabè,

le lieutenant-colonel Damiba a démenti être réfugié au camp de Komboinsin: « Ce n'est qu'une intoxication pour manipuler l'opinion», peut-on lire. Le président démissionnaire de la Transition est critiqué par une partie des Burkinabè pour sa proximité réelle ou supposée, avec la France. Depuis le 30 septembre, des drapeaux russes sont brandis lors des rassemblements de soutien aux putschistes et sur les réseaux sociaux. Washington se dit « profondément préoccupé » par la situation au Burkina Faso. Les jeunes Burkinabè qui manifestent sur la voie publique contre la France sont les mêmes qui prendront le chemin du désert et des embarcations de fortune pour échouer en mer et mourir de noyade parce qu'ils veulent se retrouver en France à tout prix. Il leur revient à faire la part des responsabilités entre leurs dirigeants et celle de la France, « bouc-émissairisée » à toutva ces dernières années.

Noël Ndong

Rétrospective

Depuis l'indépendance du Burkina, en août 1960, seul un président sur les onze qui se sont succédé à la tête du pays a terminé son mandat. Il s'agit de Michel Kafando, le huitième président du Burkina Faso, qui a dirigé une transition plutôt courte, du 21 novembre 2014 au 29 décembre 2015.

Haute-Volta, actuel Burkina Faso, Maurice Yaméogo, est élu le 11 décembre 1959 et réélu le 3 octobre 1965. Le 3 janvier 1966, il est chassé du pouvoir suite à un soulèvement populaire – sans terminer son mandat. Le général Aboubacar Sangoulé Lamizana hérite du pouvoir. Il emporte les élections le 28 mai 1978, mais il est renversé le 25 novembre 1980, par un coup d'État militaire. A la tête des militaires putschistes, le colonel Saye Zerbo de-

évincé du pouvoir le 7 novembre 1982, par un coup d'État. Le commandant Jean-Baptiste Ouedraogo accède ainsi au pouvoir le 8 novembre 1982 et est renversé le 4 août 1983, suite à un coup d'État. Le capitaine Thomas Sankara lui succède et est assassiné par un coup d'État, le 15 octobre 1987.

Le capitaine Blaise Compaoré devient le président de la République. Il organise quatre élections qu'il remporte, la dernière ayant eu lieu le 21 no-

Le premier président de la vient le président. Il est vembre 2010 au cours de la transition jusqu'au 29 du coup d'État, le lieutelaquelle il obtient 80,15 % des suffrages. Une insurrection éclate en 2014 pour dire non à une nouvelle candidature. La pression de la rue oblige l'armée à faire un coup d'État. Blaise s'exile en Côte d'Ivoire le 31 octobre 2014. Le chef d'état-major de l'armée à l'époque, Honoré Traoré, est proclamé successeur. C'est finalement Isaac Zida qui assure les charges de président du Faso du 1er au 21 novembre 2014, soit vingt jours. Michel Kafando est désigné pour diriger

décembre 2015. Il est le seul président à terminer son mandat au Burkina Faso mais a cependant été victime d'un coup d'État avorté de Gilbert Diendéré, le 16 septembre 2015. Vainqueur des élections du 29 novembre 2015, Roch Marc Christian Kaboré est installé dans ses fonctions, le 29 décembre. Il est réélu en novembre 2020 avec 57,49% des voix. Mais les marches de protestation se multiplient. Le 24 janvier 2022, un coup d'État met fin à son règne. Auteur

nant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba dirige le pays jusqu'à ce 30 septembre 2022. Il est renversé par d'autres militaires qu'on présente comme une branche de son mouvement. Le nouvel homme fort du Burkina Faso est le capitaine Ibrahim Traoré. Si les coups d'Etat pouvaient développer des pays, le Burkina Faso (neuf coups d'Etat), le Mali (cinq coups d'Etat) pour ne citer que ces deux pays, seraient les plus développés au monde.

N.Nd.

BURKINA FASO

Une délégation ouest-africaine attendue à Ouagadougou

Une délégation ouest-africaine était attendue lundi au lendemain de la démission du chef de la junte au pouvoir au Burkina Faso, poussé vers la sortie par un jeune capitaine.

Lundi matin, les rues de la capitale Ouagadougou avaient retrouvé leur calme après des manifestations parfois violentes en partie, provoquées par le refus du chef de la junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, d'accepter sa destitution annoncée vendredi par un jeune capitaine de 34 ans, Ibrahim Traoré.

A la suite d'une médiation de chefs religieux et communautaires, très influents au Burkina Faso, le colonel Damiba, arrivé au pouvoir par un putsch le 24 janvier, a finalement accepté de démissionner, ce qui a permis de faire baisser les tensions. Le chef de la junte déchu s'est réfugié à Lomé. En échange de sa démission, il a demandé que sa propre sécurité, celle de ses collaborateurs et des militaires qui le soutenaient soit garantie.

Ces requêtes ont été acceptées par le capitaine Traoré qui a également promis de respecter les engagements pris par son prédecesseur



Le capitaine Ibrahim Traoré a assuré que Paris «est un partenaire comme les autres».

à l'égard de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) sur l'organisation d'élections et un retour de civils au pouvoir d'ici à juillet 2024.

Ce retour à l'ordre constitutionnel pourra même se faire avant cette date si les conditions de sécurité le permettent, a déclaré lundi sur la Radio France internationale le capitaine Traoré, ajoutant qu'il n'entendait pas s'éterniser au pouvoir.

«Pourquoi continuer?», a-til demandé, l'essentiel étant selon lui le combat contre les jihadistes dont les attaques se sont multipliées depuis le coup d'Etat de janvier, ainsi que le développement du Burkina. Il a assuré qu'il ne ferait qu'expédier les affaires courantes jusqu'à la désignation d'un nouveau président de transition civil ou militaire par des assises nationales rassemblant les forces politiques, sociales et de la société civile, qui devront se réunir avant la fin de l'année. Une position qui, si elle est tenue, devrait satisfaire la Cédéao dont la délégation sera conduite par la ministre bissau-guinéenne des Affaires étrangères, Suzi Carla Barbosa, dont le pays assure la

présidence de l'organisation, et comprendra notamment l'ancien président nigérien Mahamadou Issoufou, médiateur pour le Burkina Faso.

Au sujet de la France, dont l'ambassade et l'Institut français à Ouagadougou, ainsi que celui de la deuxième ville du pays Bobo-Dioulasso, ont été pris à partie samedi et dimanche par des manifestants pro-Traoré, le capitaine a assuré que Paris est un partenaire comme les autres. Il a condamné les actes de violence et de vandalisme contre les représentations françaises, appelant au calme et à la retenue.

Le lieutenant-colonel Damiba était arrivé au pouvoir le 24 janvier par un coup d'Etat ayant renversé le président Roch Marc Christian Kaboré, accusé d'inefficacité dans la lutte contre les violences jihadistes.

Le nouveau chef de la junte veut à son tour endiguer la dégradation continue de la situation sécuritaire.

 $Les\, D\'ep\^eches\, de\, Brazza ville$

MUSIQUE

Retour sur la promotion de l'album "À part ça, tout va bien!"

L'artiste Ladis-Arcade a profité de la période estivale pour effectuer la promotion de son quatrième album, «À part ça, tout va bien !», périple l'ayant conduit de Tchikatanga, à 40 km de Pointe Noire, en passant par Brazzaville, jusqu'à Kinshasa en République d'émocratique du Congo.

Pour faire la promotion de son album, Ladis-Arcade a choisi une stratégie différente de celle des grands podiums. Aux deux destinations musicales de la rumba que constituent les deux Congo, il s'est rendu, du 19 juillet au 29 août, respectivement à Pointe Noire, Brazzaville et Kinshasa à la rencontre de ses mélomanes, privilégiant plateaux télé, studios radio et conférences de presse dans la continuité de celle organisée auparavant à Paris, en juillet dernier.

Également au programme, un tournoi de pétanque organisé au club de Mpaka, à Pointe-Noire, en présence de l'homme politique Michel Proust Toko et autour de plus d'une centaine de personnes.

L'As de la rumba congolaise, à la recherche perpétuelle de sujets relatifs à la culture "bantoue", celle qui prône l'amour des relations humaines dans le Bassin du Congo, a expliqué, lors de chaque intervention, les fondamentaux de ses textes. Comment vivre avec les

anciens? Les parents? La famille? Sur quelles bases construire la famille?, « C'est tout cela qui constitue le socle de l'amour du vivre-ensemble dans le Bassin du Congo, autre que l'amour conjugal », affirme-t-il.

Dans son nouvel album, en parfait accord avec la rumba pure, au crissement permanent de la guitare, il place sa voix en appui de ses textes portant sur les questionnements et enseignements découlant de cette observation sociale.

Un genre artistique hors de mode mais qui est apprécié en harmonie velouteuse manifeste auprès des mélomanes. Pour preuve, à l'issue de cette promotion musicale, l'artiste a confié avec enthousiasme sa surprise d'avoir rencontré sur place, dans les deux Congo, des personnes qui fredonnaient les airs de ses chansons. Mieux encore, que ce soit à Pointe-Noire, Brazzaville ou Kinshasa, certains l'ont reconnu comme étant leur idole. « Je me suis vu offrir des consom-



Ladis-Arcade au milieu de joueurs de pétanque au Club de Mpaka, à Pointe-Noire

mations dans des endroits où je ne pensais pas être reconnu», se souvient-il.

De quoi le revigorer au point de continuer à travailler pour la satisfaction des mélomanes. Un travail sans relâche qui le propulse désormais au rang de l'astronaute de la rumba congolaise après sa prestation sur invitation à Houston pour le «Show Miss Congo Brazza USA», le 3 septembre dernier.

Dans un futur très proche, à la Toussaint, le clip «Bi Lunzi» illustrera la chanson qui rend hommage aux aïeuls et valorise les enseignements qu'ils nous ont légués. Puis suivra le clip «Tsunami sentimental».

Ladis-Arcade se dit déterminé à raviver la flamme de la rumba congolaise, toujours inaudible à l'international, et pourtant en pleine effervescence mémorielle au sein l'Unesco.

 ${\it Marie\,Alfred\,Ngoma}$

N°4350 - Mardi 4 octobre 2022 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE RDC/KINSHASA | 13

71° RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Félix Tshisekedi évoque la participation de la RDC à la 77^e assemblée générale de l'ONU

Le Conseil des ministres du gouvernement de la République, présidé par visioconférence le 30 septembre par le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lui a permis d'évaluer, à l'intention de l'exécutif, le niveau de participation de la République d émocratique du Congo (RDC) à la 77^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Placé sur le thème « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués », le sommet mondial s'est avéré une belle opportunité pour la RDC de faire entendre sa voix sur l'échiquier international au sujet des enjeux nationaux et internationaux. Aussi, dans sa traditionnelle communication, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a martelé sur le bénéfice qu'aura tiré son pays de sa participation à cette rencontre internationale où des questions liées à la sécurité, à la paix, aux changements climatiques, à l'économie mondiale post covid et à la lutte contre la pauvreté ont été abordées sans langue de bois.

Selon le compte-rendu ayant sanctionné ce Conseil des ministres, le président de la République, au cours de cette session de l'Assemblée générale de l'ONU, a lancé « un appel au respect du droit international et surtout du multilatéralisme qui sont à la base de la création de l'Organisation des Nations unies », des valeurs qui, a-t-il ajouté, « ont fait leur preuve au cours de notre marche col-

lective ».

A cette tribune des Nations unies, Félix-Antoine Tshisekedi a également insisté sur l'importance de réformer le système actuel de cette organisation «afin de l'adapter aux défis de l'heure et de notre temps, en respectant les équilibres géopolitiques par l'accès de deux postes de membres permanents et deux autres des membres non permanents à l'Afrique, avec les mêmes droits».

L'opinion nationale qui attendait le chef de l'Etat sur le dossier de l'agression rwandaise a eu également sa part car il a, par devoir de vérité, usé des mots durs et appropriés à l'égard du Rwanda qui utilise un mouvement terroriste dit « M23 », par procuration, pour attaquer la RDC. Une agression qu'il a qualifiée d'injuste et d'illicite sur le plan du droit international et ce, à l'indifférence de la communauté internationale et à l'impuissance de l'ONU.

« Ces organisations qui devraient appuyer un Etat menacé soutiennent malheureusement des mesures de restrictions affectant nos capacités de défense», a dénoncé le



président de la République qui, par ailleurs, a appelé à la requalification du calendrier de retrait des forces de la Monusco. Une mission dont les faiblesses et limites ont été reconnues au plus haut sommet de l'administration onusienne.

Face à toute cette situation, l'au-

torité suprême du pays a tenu à rappeler la détermination du peuple congolais à défendre sa souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du pays, quel qu'en soit le prix. « Nous devions nous mobiliser tous et toutes pour cette cause existentielle », avait martelé Félix

Félix Tshisekedi à la tribune de l'ONU/DR Tshisekedi devant la communauté des nations.

Notons qu'en marge de ces assises, le Président de la République a eu des échanges avec certains dirigeants du monde et des organisations internationales.

Alain Diasso

ÉLECTIONS 2023

Moïse Katumbi insiste sur le respect du délai constitutionnel

Le porte-parole de Moïse Katumbi, Olivier Kamitatu Etsu, dans une communication faite le 1er octobre, a relevé certaines incertitudes qui entourent le processus électoral en cours en République démocratique du Congo (RDC). L'occasion pour lui de fustiger toute volonté de glissement du calendrier au bénéfice du pouvoir en place dans le pays.

Selon Olivier Kamitatu, il est hors de question de prolonger indûment des mandats expirés en violation des délais fixés par la Constitution. « Les autorités du pays doivent savoir que notre population ne transigera plus avec leur maintien au pouvoir au-delà de la fin de leurs mandats, tel que prévu par la Constitution. Tout le monde est pressé d'en finir avec la faim, la misère, le chômage, l'injustice et la peur du lendemain », a-t-il dit.

Pour lui, il est donc impérieux que les élections se tiennent dans le délai. « Il est hors de question de prolonger indûment des mandats expirés, soyons clairs. Pas une minute de plus ne doit être accordée à ceux qui sont censés nous représenter au-delà de la limite fixée par notre Constitution », a-t-il insisté.



La population est impatiente

La population, a estmé Olivier Kamitatu, est impatiente de désigner ses futurs représentants à travers des élections démocratiques, transparentes et inclusives. Ce, au regard de la dégradation de la vie sociale et de l'insécurité qui battent leur plein à travers la République. « Dans ce contexte, notre population est de plus en plus impatiente de désigner, dans les élections libres,

démocratiques, transparentes et inclusives ses futurs représentants à tous les niveaux. C'est à la satisfaction générale que M. Kadima, le président de la Commission électorale nationale indépendante, a rejeté le vote électronique et porté son choix sur le vote semi-électronique avec bulletin papier comme en 2028, ainsi que sur la publication immédiate des résultats dépouillés bureau de vote par bureau de vote, désormais », s'est réjoui Olivier Kamitatu.

Il a lancé un appel au président de la Centrale électorale afin de fixer la population, dans le plus bref délai, sur le calendrier électoral. Cet acteur politique a également appelé le peuple à la mobilisation générale pour se préparer à la grande campagne d'enrôlement des électeurs dont le démarrage est prévu au mois de décembre prochain.

Lucien Dianzenza

HYDROCARBURES

Un atelier envisagé sur l'approvisionnement en produits pétroliers

La cellule de communication et presse du ministère des Hydrocarbures projette l'organisation d'un atelier pour mettre en place des stratégies idoines afin de remédier aux problèmes liés à l'approvisionnement en produits pétroliers dans l'ex-Grand Kasaï et l'ex -Grand Equateur.

L'atelier pourra avoir lieu du 10 au 11 octobre. Des autorités provinciales de l'Equateur, de la Tshuapa, de la Mongala, du Nord et Sud-Ubangi, du Sankuru, de la Lomami et du Grand Kasaï, précisément du Kasaï-Oriental, sont aussi attendus à cette réflexion, y compris les ministres provinciaux des Hydrocarbures. Il sera question pour eux de voir dans quelle mesure mettre placer des mécanismes pour désenclaver cette partie du territoire national, comme fixer dans la vision du chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Avant cette session, le ministre des Hydrocarbures. Didier Budimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'État, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'État, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Equateur, de l'Equateur, de l'Equateur, de l'Equateur, de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Etat, Pudimbu, est invité du 3 au 7 octobres de l'Et

Avant cette session, le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, est invité du 3 au 7 octobre à Cape Twon, en Afrique du Sud, pour prendre part à la foire annuelle de l'industrie pétrolière et gazière d'Africa Oïl Week. Cette foire lui offre une belle occasion d'exposer les opportunités des appels d'offres des blocs pétroliers et gaziers lancés en juillet dernier par le président de la République.

 ${\it Blandine \, Lusimana}$

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 8e journée, 1re division

Sylver Ganvoula n'est pas entré en jeu lors du naufrage de Bochum à Leipzig (0-4).

Allemagne, 10e journée, 4e division, groupe Ouest

L'Alemannia Aachen chute à domicile face au Fortuna Cologne (1-2). Avec Exaucé Andzouana, de retour de suspension et titulaire en attaque.

Belgique, 10e journée, 1re division Seraign remporte le derby liégeois sur la pelouse du Standard (2-0). Titulaire au poste de piston gauche, Morgan Poaty a doublé le score à la 54e: seul, il passe en revue la défense rouche et fusille Bordart. Remplacé à la 73e, l'international congolais inscrit le premier but de sa carrière.

Les Metallos sortent ainsi de la zone rouge.

Aligné à un poste de piston droit qui ne correspond pas à son profil, Ravy Tsouka Dozi a été remplacé à la 49e lors de la défaite de Zulte-Waregem à Westerlo (0-2). L'ancien club de Baudry est lanterne rouge avec 5 points.

Belgique, 7e journée, 2e division Yann Mabella était titulaire lors du match nul de Virton face à la réserve du FC Bruges (3-3). Privé d'un but pour un hors-jeu litigieux puis remplacé à la 77e.

Bulgarie, 12e journée, 1re division Remplaçant au coup d'envoi, Messie Biatoumoussoka est entré à la 89e lors de la défaite de Botev Vratsa chez le Cherno More (1-2). Le score était d'un but partout lors de son apparition sur la pelouse.

Le Botev est 11e.

Belgique, 10e journée, 1re division

Sans Senna Miangué, absent, le Cercle de Bruges remporte une précieuse victoire à La Gantoise (4-3). Au classement, Seraing, 16e, le Cercle, 17e et Zulte-Waregem, 18e, sont tous trois relégables.

Croatie, 11e journée, 1re division Réduit à dix à la 55e, Gorica prend un point à Sibenik (1-1). Remplaçant, Merveil Ndockyt est entré à la 84e. Ecosse, 9e journée, 1re division Livingston est défait à Saint Mirren

Livingston est défait à Saint Mirren (1-2). Dylan Bahamboula, titulaire, a été averti à la 81e.

Ecosse, 9e journée, 2e division Prêté dans la semaine par Livingston, Scott Bitsindou est entré à la 64e lors de la défaite d'Arbroath chez les Cove Rangers (0-2). La lanterne rouge était déjà menée au score.

Espagne, 8e journée, 2e division Santander ne fait pas mieux qu'un score vierge face à Malaga. Titulaire, Jordi Mboula a été remplacé à la 69e. Santander est 20e sur 22 avec 5 points.

Géorgie, 28e journée, 1re division Romaric Etou n'est pas entré lors du



Premier but, et un beau, dans la carrière de Morgan Poaty (Dr)

match nul de Dila Gori à Gagra (0-0). Grèce, 6e journée, 1re division

Sur le banc au coup d'envoi, Thievy Bifouma est entré à la pause lors du revers de l'OFI Heraklion chez l'Asteras Tripolis (0-2). Le score était acquis lors de son apparition.

Défaite également pour l'Aris Salonique à Volos (0-2). Avec Bradley Mazikou titulaire sur la gauche de la défense à quatre.

L'Aris est 5e avec 10 points, soit 6 de plus que l'OFI Heraklion.

Israël, 6e journée, 1re division

Mavis Tchibota n'est pas entré en jeu lors du succès du Maccabi Haïfa face à son ancien club, le Maccabi Tel Aviv (2-0). Le champion en titre est premier avec 15 points.

Italie, 8e journée, 1re division Monza sort de la zone rouge après sa victoire sur le terrain de la Sampdoria (3-0). Warren Bondo est resté sur le banc.

Portugal, 8e journée, 1re division Naufrage collectif de Boavista à Famalicao (0-4). Gaïus Makouta a été remplacé à la 77e, à 0-3.

Russie, 11e journée, 1re division Le Lokomotiv Moscou s'incline face à Ural (2-4). Emmerson Illoy-Ayyet était titulaire dans l'axe de la défense à quatre de l'équipe d'Ekaterinbourg, alors que Mark Mampassi est entré à la 70e.

Turquie, 8e journée, 1re division Première convocation en équipe première pour Francis Nzaba à l'occasion du succès de Basaksehir à Ankaraguçu (2-1).

Basaksehir est premier avec 17 points.

Tout en bas du classement, Hatayspor a remporté son premier match de la saison à Sivasspor (2-1). Remplaçant, Dylan Saint-Louis est entré à la 77e, alors que leur équipe était réduite à dix depuis la 42e.

Albanie, 6e journée, 1re division

Titulaire, Dzon Delarge a été remplacé à la 87e journée lors du revers du FK Egnatia face à Kastrioti Kruje (0-0). Egnatia est 6e sur 10.

Hôte du derby de Tirana, le Partizani s'incline face au KF Tirana (0-2). Chandrel Massanga était titulaire. Le Partizani reste leader avec 12 points. Allemagne, 10e journée, 3e division Rot Weiss Essen chute à Wehen Wiesbaden (1-3). Aurel Loubongo-Mboungou est entré à la 81e. Son club est 16e et premier non-relégable avec 9 points.

Angleterre, 12e journée, 2e division Cardiff est tenu en échec par Burnley (1-1) avec Niels Nkounkou titulaire et averti à la 31e.

Entré à la 74e, Han Noah Massengo a été averti à la 76e lors du revers de Bristol face aux Queens Park Rangers (1-2).

Angleterre, 12e journée, 3e division William Hondermarck n'était pas dans le groupe de Barnsley, vainqueur à Fleetwood Town (2-1).

Autriche, 10e journée, 2e division Sans Kévin Monzialo, ménagé à son retour de sélection, St-Pölten est battu à domicile par Amstetten (2-3).

Italie, 7e journée, 2e division

Entré à la 46e, Antoine Makoumbou ne peut empêcher le naufrage de Cagliari face à Venise (1-4).

Première convocation en équipe première pour Gabriel Charpentier, qui n'est toutefois pas entré lors du succès de Parme face à son ancien club, Frosinone (2-1).

Avec 12 et 10 points, Parme et Cagliari sont respectivement 7e et 10e. Russie, 12e journée, 2e division Remplaçant au coup d'envoi, Erving Botaka Yobama a suppléé Pliev à la 15e lors de la réception du Baltika Kaliningrad à Oufa. Averti à la 29e, il est battu dans le jeu aérien par Guzina sur l'action du premier but adverse. Son équipe s'incline 0-2.

Slovaquie, 12e journée, 1re division En déplacement sur le terrain du Liptovsky Mikulas, la lanterne rouge, le DAC assure le service minimum (0-1). Titulaire, Yhoan Andzouana a joué toute la rencontre.

Ukraine, 5e journée, 1re division Les absents n'ont pas toujours tort : alors que son retour était programmé pour la réception du Shakhtar Donetsk, Yves-Simon Loembet était finalement absent. Et le Metalist Kharkiv a encaissé un score de tennis (1-6). Après 5 journées, le promu est 7e sur 16 avec 7 points

Ligue 1, 9e journée

Sans Fernand Mayembo, en phase de reprise, mais avec Bevic Moussiti Oko entré à la 62e, Ajaccio perd son duel face à Clermont (1-3). Les Auvergnats menaient 1-0 lors de son entrée en jeu.

Beni Makouana est resté cantonné sur le banc lors du revers de Montpellier à Toulouse (2-4). Faitout Maouassa, blessé, était absent.

Troyes et Reims se séparent sur un score de parité (2-2). Bradley Locko a joué toute la rencontre au poste de milieu gauche. Notons que les Rémois ont été réduits à dix à la 56e.

Chrislain Matsima est entré à la 91e lors du succès de Lorient sur Lille (2-1).

Bryan Pereira est resté sur le banc lors du match nul concédé par Auxerre face à Brest (1-1).

Camille Delourme

N°4350 - Mardi 4 octobre 2022 LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE SPORTS | 15

CHAN ALGÉRIE 2023

Le Congo hérite d'un groupe équilibré

Après le tirage au sort de la 7e édition de la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan) effectué le 1er octobre à Alger, les Diables rouges savent désormais à quoi s'en tenir. Le Congo ne pouvait espérer mieux que d'être logé dans un groupe E à trois équipes avec le Cameroun et le Niger, deux adversaires qu'il connaît parfaitement bien.

C'était prévisible. L'augmentation du nombre d'équipes à dixhuit allait bousculer l'équilibre de certains groupes et la méthodologie de qualification. Et les poules D et E ont été constituées de trois équipes au lieu de quatre comme les trois premières. Dans ces deux groupes à trois, les sélections n'ont pas droit à l'erreur car au bout de deux matches que chacune disputera, seul le premier accédera en quarts de finale. Ce qui rend le challenge encore plus intéressant.

Les Congolais, qui participent à leur quatrième Chan avec pour ambition de faire mieux que lors des deux dernières éditions au cours desquelles ils étaient éliminés en quarts de finale, ont leur carte à jouer. Même si sur le papier les Camerounais, demi-finalistes du dernier Chan à domicile, font office de favoris du groupe.

L'historique des trois précédentes participations du Congo retiendra qu'en 2018 au Maroc, il a terminé premier de son groupe devant la Libye, le Burkina Faso et le Cameroun. Il retrouve sur son chemin menant vers la qualification pour les quarts de finale le Cameroun, revanchard, parce que le Congo



Les Diables rouges locaux savent désormais à quoi s'en tenir/Adiac

avait, lors de cette édition, précipité son élimination dès le premier tour, en lui infligeant une défaite (2-0). Preuve que les matches opposant Congolais et Camerounais sont toujours très durs à négocier.

Par contre, le Niger et le Congo se sont affrontés pendant le dernier Chan disputé au Cameroun. Les deux équipes avaient fait jeu égal (1-1). C'est une autre paire de manches qui se disputera en terre algérienne puisque la réalité de 2021 ne sera pas forcément celle de 2023. Pour espérer aller le plus loin possible dans cette compétition, les Diables rouges doivent élever leur niveau. Car la double confrontation contre la République centrafricaine a démontré que le Congo n'est pas encore prêt et le chantier reste énorme dans la plupart des secteurs.

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) et le minis-

tère des Sports devraient jouer chacun sa partition, en mobilisant davantage les moyens pour assurer à cette équipe une bonne préparation par le biais des stages à répétition afin de mettre en place un plan de jeu qui permettrait au onze national de mieux s'exprimer.

Notons que dans le groupe A, l'Algérie va affronter la Libye, championne en 2014, l'Ethiopie et le Mozambique. Les Léopards de la République démocratique du Congo, double vainqueurs en 2009 et 2016, croiseront l'Ouganda, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Le Maroc, lui aussi double vainqueur (2018 et 2021), sera aux prises avec le Soudan, Madagascar et le Ghana. Le Mali, l'Angola et la Mauritanie composent le groupe D. La 7e édition du Chan se disputera du 13 janvier au 4 février 2023 dans les villes d'Alger, Annaba, Constantine et Oran.

James Golden Eloué

ARTS MARTIAUX

Les acteurs de taekwondo invités à consolider l'unité

Au cours de la cérémonie de conférence de clubs organisée par le bureau exécutif de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae), le 2 octobre à Brazzaville, le président de cette structure, Me Thomas Moutala, a échangé avec les responsables sur des questions qui minent l'épanouissement de ce sport dans le pays. Ils se sont accordés, par la suite, sur la nécessité de poursuivre la vision du bureau exécutif.

Sans langue de bois, les tergiversations et lacunes du bureau de la Fécotae ont été pointées puis déplorées par les responsables des clubs de Brazzaville car, tout a été déballé. La conférence des clubs a permis aux instructeurs de Brazzaville non seulement d'exprimer leur agacement par rapport aux agissements du bureau exécutif, mais aussi d'émettre des idées allant dans le sens de la promotion de l'unité et du côté martial du taekwondo. Ils ont estimé que l'heure n'est plus aux accusations mais à la cohésion afin de relever les différents défis.

Au nom du bureau exécutif fédéral, Me Thomas Moutala a édifié sur les décisions de cette fédération. Il a également promis de redoubler d'efforts en vue de redorer le blason du taekwondo congolais au niveau national et international. Il a, par ailleurs,



Les instructeurs des clubs échangeant avec le bureau exécutif/Adiac

abondé dans le même sens que les instructeurs des clubs pour rappeler que l'heure n'est plus aux suppositions mais à la réunification d'idées.

« Nous avons fait le tour de la question concernant les difficultés que la fédération éprouve pour organiser des activités, nous avons aussi parlé de l'évolution des clubs ainsi que des rapports sociaux entre humains, puisque nous sommes une famille », a expliqué le président de la Fécotae.

Il ressort de cette conférence des clubs que la Fécotae peine à réaliser son programme d'activités à cause, d'une part, de l'absence d'accompagnement de la tutelle et, d'autre part, du non engagement de certains pratiquants de ce sport de combat.

 ${\it Rude\,Ngoma}$

CAN 2025

La réouverture du processus de candidature annoncée par la CAF

Réuni le 1er octobre à Alger, le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a officiellement annoncé la réouverture du processus de candidature pour la 35e Coupe d'Afrique des nations (CAN) Total Energies 2025.

La CAF avait confirmé, le 30 septembre, sa décision de retirer l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations 2025 à la Guinée. « Pour la CAN 2025, la décision a été prise de ne pas continuer avec la Guinée parce que les infrastructures, malgré le grand effort déployé par les autorités, ne sont pas au niveau pour que la compétition puisse s'y dérouler. Il a été décidé de rouvrir l'appel à candidature pour la CAN 2025 », expliquait Patrice Motsepe lors de la conférence de presse.

Cette CAN 2023 décalée en 2025 a été attribuée à la Guinée en septembre 2014. Le pays manque d'infrastructures sportives. Pire encore l'augmentation du nombre d'équipes engagées à la CAN de 16 à 24 a rendu la tâche plus compliquée. Il faudra construire plus de stades, de terrains d'entraînement, d'hôtels... Le cahier des charges devient plus lourd à respecter.

Le président de la CAF a affirmé qu'une dizaine de pays avait déjà exprimé leurs intérêts. « Ce que je peux vous assurer, c'est que nous n'allons pas choisir un pays qui ne soit pas à un niveau adéquat pour remplir nos standards de qualité », a promis le patron de la CAF.

Le Maroc, candidat malheureux à l'organisation de la CAN 2025, pourrait à nouveau se présenter, et l'Afrique du Sud qui a organisé la compétition en 1996 et 2013 est apte à l'abriter. L'Algérie pourrait aussi se présenter en profitant de ses infrastructures sportives qu'elle présentera lors du Chan 2023...

J.G.E.

16 | DERNIÈRE HEURE ... LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE N°4350 - Mardi 4 octobre 2022

ENI CONGO

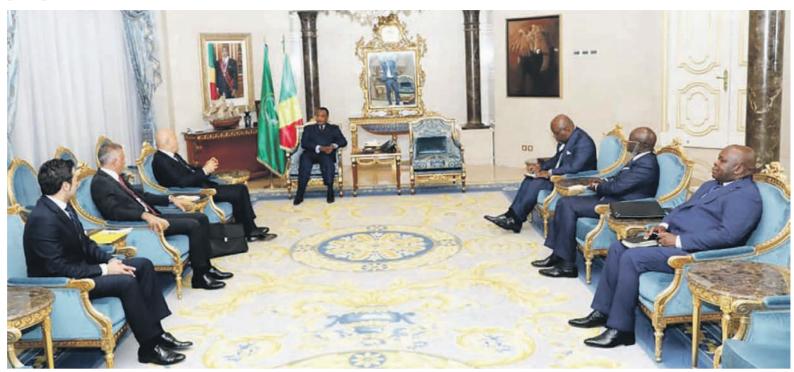
Le premier cargo de gaz liquéfié disponible en octobre 2023

Le président directeur général de la compagnie pétrolière Eni, Claudio Descalzi, à la tête d'une délégation, a présenté, le 1er octobre à Brazzaville, ses perspectives au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.

Au cours des échanges, Denis Sassou N'Guesso et Claudio Descalzi ont évoqué la possibilité pour le groupe pétrolier ENI de renforcer sa capacité de production de gaz naturel liquéfié. Le renforcement d'installation d'ENI Congo permettra d'augmenter l'offre d'électricité à partir du gaz.

« C'est un projet très important qui va permettre d'augmenter la production du gaz au pays. Le monde traverse actuellement une crise énergétique. Mais nous avons du gaz au Congo. Le premier cargo sera disponible en octobre 2023. Le projet connaîtra deux phases (2023 et 2025) pour arriver à exporter autour de 4 milliards et demi de mètres cube par an. Il y aura aussi l'augmentation du gaz pour la partie domestique », a annoncé le président directeur-général d'Eni au sortir de l'audience.

A travers sa filiale congo-



Claudio Descalzi reçu par le président Denis Sassou N'Guesso; L'audience entre les deux parties/Presse présidentielle/DR

laise, Eni Congo va s'employer à améliorer les capacités de production de la centrale électrique du Congo basée à Pointe-Noire

« Nous avons parlé de l'électricité en termes d'exploiter au maximum la centrale de Djeno qui peut donner 480 mégawatts. Nous devons améliorer la ligne haute tension jusqu'à Pointe-Noire, ainsi qu'à Brazzaville pour pouvoir obtenir le maximum de capacité d'exportation de l'électricité dans le pays », a précisé Claudio Descalzi. Rappelons que l'échange entre le chef de l'Etat et le président directeur général de la société Eni s'est tenu six mois après la signature entre le gouvernement congolais et

le groupe Eni de l'accord pour l'augmentation de la production et de l'exploitation du gaz naturel liquéfié.

Installée au Congo depuis 1968, la société Eni s'est investie dans la production du ricin et de l'huile de ricin sur une étendue de 150 000 hectares. Cette production devra aider à promouvoir les biocarbu-

rants réputés écologiquement sains.

S'agissant de la crise énergétique que traverse le continent européen, « le Congo, comme d'autres pays d'Afrique, fait partie des partenaires importants pour l'approvisionnement de l'Italie en gaz », a souligné Claudio Descalzi.

 $Yvette\,Reine\,Nzaba$

CONCERT SYMPHONIQUE

Passage remarquable de l'orchestre « Les violons de Brazzaville » à l'IFC

Les jeunes musiciens de l'orchestre symphonique « Les violons de Brazzaville » étaient en concert live, le 1er octobre, à l'Institut français du Congo. Un véritable cocktail d'airs, de cordes et de sons joncés par un répertoire musical varié.

Après avoir muri en connaissance et expérience, en jouant aux côtés d'autres orchestres et en assurant la première partie de certains groupes, c'est avec élégance et maîtrise que l'orchestre symphonique « Les violons de Brazzaville » a pu livrer son premier concert live avec brio. Au total, deux heures de pur régal de musique classique, dont la première partie a été assurée par la chantre Méda Esther et la partie cantique accompagnée par l'artiste Becky.

Teinté de sonorités d'ici et d'ailleurs ainsi que de lumières étincelantes, le spectacle a été livré par de jeunes artistes dont l'âge varie entre 9 et 19 ans. Dirigés par le maestro et violoniste Georges Fikewey, les musiciens de l'orchestre « Les violons de Brazzaville » ont interprété plusieurs titres au cours de ce show allant des œuvres classiques européennes telles « La sérénade » de Joseph Haydn et « L'air de Rinaldo » de Georg Friedrich Haendel, aux chants religieux « Le Seigneur nous a aimés », « Nabelema na yo ».

Durant le concert, l'orchestre a notamment rendu hommage à l'artiste Sébas Enemen, décédé il y a quelques années, à travers son célèbre titre « Hymne à Brazzaville ». Un beau moment de communion où pendant que le rythme était sublimement joué au violon, au piano, à la percussion et à la fanfare sur scène, le public se donnait le plaisir de fredonner les paroles : « Oh Brazzaville, que tu es belle ma chérie, je t'aimerai toute ma vie oh Brazzaville. En saison sèche, tu es grise Brazzaville, mais une brise suffit pour te rendre plus belle... Brazzaville, ville capitale, de l'AOF, de la France libre et du Congo. Apprend-nous à nous aimer et à bâtir une nation libre et prospère... ».

« C'est ma première fois d'assister à un concert de musique classique et i'en sors éblouie par le talent des artistes, qui à première vue sont des enfants. En tant que parent, je pense que c'est une bonne initiative d'encourager les enfants à pratiquer cet art, peu connu et apprécié du grand public congolais », a fait savoir Sylvanie Mbanza. Dans le même contexte, Georges Fikewey a témoigné de la réussite de ce spectacle qui s'est préparé en un laps de temps, deux mois et demi environ. « Je félicite tous les membres du groupe, Les violons de Brazzaville, pour le travail abattu », a-t-il ajouté. Un avis qu'a également partagé la



L'orchestre symphonique « Les violons de Brazzaville » sur scène à l'IFC/Adiac

directrice de la Maison russe, Maria Fakhrutdinova, qui encourage ces jeunes artistes à continuer de donner le meilleur d'eux-mêmes.

A ce propos, Parfait Christel Bassossola, président de l'orchestre, s'est réjoui que ce spectacle ait autant plu au public, avant de remercier tous ceux qui ont contribué à la tenue de cet événement autoproduit par « Les violons de Brazzaville ». Organisé sur le thème « Musique et santé », ce concert visait à sensibiliser le public à la lutte contre les cancers chez la femme, notamment du sein et de

l'utérus, dont le mois d'octobre en est entièrement dédié.

Dans son intervention, le Pr Judith Nsondé, directrice du Programme national de lutte contre le cancer et chef de service cancérologie au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, a éclairé le public sur cette pathologie dévastatrice et a appelé les femmes à être plus en alerte en cas d'anomalie sur les organes concernés. « Il est mieux de faire le diagnostic du cancer quand c'est encore au début et local. Car quand les cellules multipliées se

détachent pour circuler dans le sang et coloniser une autre partie du corps, ce qu'on appelle métastase, ça devient difficile dans la plupart des traitements », a-t-elle souligné. D'où son invite à l'endroit de la gente féminine de se faire massivement dépistée régulièrement.

Notons qu'à compter de ce 4 octobre jusqu'à la fin du mois, une campagne de dépistage gratuite au cancer du sein et de l'utérus est lancée à l'hôpital de base de Bacongo, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville.

Merveille Atipo